

GUERRE OU PAIX / GUERRE ET PAIX

PAR JAMES PETRAS*

Dans une contribution magistrale, présentée à la conférence Axis for Peace 2005, le professeur James Petras analyse les contradictions du système impérialiste états-unien. Il souligne la manipulation de l'ONU et du droit international par les grandes puissances. Il décrit la fuite en avant des militaristes civils, néo conservateurs et sionistes. Loin de sombrer dans le pessimisme, le célèbre intellectuel états-unien trace les perspectives d'une résistance populaire internationale.

La question de la guerre et de la paix suscite toujours des réponses conflictuelles. Pour les idéologues et les militaristes civils à Washington, la paix est garantie par la consolidation d'un empire unipolaire qui suppose en lui-même... des guerres mondiales perpétuelles. Pour les idéologues et les porte-parole politiques des multinationales, le libre-échange a contribué d'une manière sélective à utiliser cette force impériale qui, dans des circonstances stratégiques particulières, peut garantir la paix et la prospérité. Pour les peuples et les nations opprimés du Tiers-monde, la paix devra être le produit de l'autodétermination et de la « justice sociale » - la suppression de l'exploitation et de l'intervention impériales – et dans l'établissement d'une démocratie participative fondée sur l'égalité sociale. Pour la plupart des forces progressistes européennes et états-uniennes, un système institutionnel et juridique international liant tous les États contribuerait à la résolution pacifique des conflits, encadrerait les activités des multinationales et défendrait l'autodétermination des peuples.

Chacune de ces perspectives présente des problèmes épineux. Les trois derniers millénaires ont démontré que la doctrine militariste pour la paix sous domination de l'Empire était la meilleure recette pour la guerre et plus particulièrement durant la période actuelle, en témoignent des révolutions contre le colonialisme et des luttes populaires en Afrique, Asie et Amérique latine. Le fait d'associer la puissance du marché et la force mesurée pour assurer la paix s'est avéré décevant, en particulier pour les peuples du Tiers Monde : les révoltes populaires ayant conduit au renversement de « démocraties de marché » proches de l'impérialisme européen et états-unien, durant les deux dernières décennies en Amérique Latine, démontrent la constante vulnérabilité de ces régimes.

Les mouvements anti-impérialistes, là où ils ont réussi, sont dans plusieurs cas parvenus à évacuer une forme d'impérialisme (domination directe), pour finalement se retrouver victimes d'une autre basée sur les « forces du marché ». De plus, des conflits ethniques et de classe ont émergé dans les nations post-coloniales sous la bannière « nationaliste » et les socialistes révolutionnaires sont devenus la nouvelle élite privilégiée.

Enfin, les lois institutionnelles qui garantissent la paix ont souffert, car des inégalités du pouvoir sociopolitique ont été reproduites dans les instances des institutions internationales et leur personnel judiciaire. Si dans la forme, ils constituent une structure « internationale », dans les faits, les règles de procédure, d'omission et de sélection des actes criminels et de leurs

acteurs reflètent les intérêts des pouvoirs impérialistes. Je pense que nous avons besoin d'avancer au-delà de l'anti-impérialisme en fédérant les luttes souverainistes autour de l'émancipation des classes. Nous devons réfléchir et lutter pour une nouvelle corrélation des forces sociopolitiques dans le but de fournir aux institutions internationales, ainsi qu'aux gens qui les servent, une perspective de classe qui favorise les nations opprimées et les classes exploitées. Cela veut dire qu'il faut que nous soutenions, au sein des mouvements anti-impérialistes, les tendances démocratiques, laïques et socialistes : soutenir les structures internationales tout en accordant une importance profonde et durable aux nations et à leurs composantes de classe. Enfin s'il est nécessaire de reconnaître les divisions potentielles et les conflits entre les impérialistes militaires et mercantiles pour des raisons tactiques (et des alliances temporaires), il est important de ne pas perdre de vue leurs objectifs stratégiquement communs (la création d'un empire), même si leurs méthodes peuvent varier.

La paix et la guerre, des controverses contemporaines

Des professeurs, des activistes anti-guerres, des politiciens et des journalistes ont isolé des circonstances et processus précis en analysant les perspectives de guerre et de paix. Dans cet article, nous mettrons au jour l'implication de quatre thèses majeures :

- 1 – « Déclin de la puissance » des États-Unis et nouvelles guerres
- 2 – Défaites impériales et nouvelles guerres
- 3 – Interdépendance économique et menaces militaires
- 4 – Nouvelles configurations de la puissance, conflits et convergences inter impérialistes

1 – « Déclin de la puissance » des États-Unis et nouvelles guerres

Les théories affirmant que l'impérialisme américain est « un pouvoir déclinant » sont partielles, trompeuses et peuvent mener à de sérieuses erreurs politiques. S'il est avéré que l'économie intérieure des États-Unis (que j'appelle la « République ») est confrontée à des problèmes structureux sérieux (accroissement du déficit commercial et budgétaire, excès de dette, déclin des industries manufacturières et développement d'une économie spéculative), l'« Empire », c'est-à-dire les activités des multinationales, banques et bases militaires états-uniennes, s'étend. Ces activités ne sont pas en « déclin ». Au contraire, on pourrait argumenter du fait que c'est l'expansion économique externe qui engendre l'augmentation de l'activité militaire. Les États-Unis détiennent toujours le plus gros pourcentage de

multinationales dans le top 500 mondial (presque 50%) face à l'Europe, l'Asie et le reste du monde. Ils sont les leaders dans plusieurs secteurs : la technologie, les finances, l'industrie de pointe (aéronautique notamment). Les États-Unis dominent le monde en termes d'investissement en recherche et développement (R & D) et connaissent une bonne croissance de la productivité. L'essentiel des gains en recherche et développement se situe néanmoins au niveau des activités des multinationales à l'étranger, par ailleurs les bénéfices de productivité et profits sont transférés vers l'économie de papier domestique et l'industrie manufacturière à l'étranger. Le problème n'est pas dans le déclin absolu des États-Unis, mais dans l'inégalité du développement entre l'Empire et la République : plus clairement, l'Empire se développe alors que la République régresse. La société et l'économie nationale supportent le coût humain et financier de la mise en place des armées de l'Empire. Pour ces raisons, les guerres impériales prolongées et coûteuses ont récemment provoqué une opposition domestique populaire. Contrairement au passé, quand l'Empire a créé l'aristocratie travailliste, aujourd'hui l'impérialisme est synonyme de l'appauvrissement du travail, de la réduction des dépenses sociales et de la création d'une force de travail précaire.

Face à l'expansion extérieure et au déclin national, au moins deux politiques impérialistes majeures émergent : l'une professe la création de nouvelles crises, l'escalade militaire pour « dérouter » une opposition nationale par des appels chauvinistes et l'introduction de la peur de menaces extérieures afin de façonner une « cohésion » derrière l'Empire. La deuxième école affirme pour sa part que les nouvelles guerres vont exacerber l'opposition nationale, que la peur et la propagande chauviniste guerrière ont perdu de leur efficacité face aux pertes matérielles ressenties par les masses et enfin qu'il est temps de s'impliquer dans la diplomatie (pour affronter les compétiteurs impériaux), réduire l'armée coloniale et accroître le rôle des appuis domestiques. Selon cette école, cela réduirait les déficits budgétaires et mettrait les ressources nationales au service de la promotion du marché libre international, des accords commerciaux et des investissements.

2 – Défaites impériales et nouvelles guerres

Les pouvoirs impérialistes qui souffrent de défaites politiques, diplomatiques et militaires dans leur quête de l'Empire réagissent de différentes manières en fonction de l'étendue et de la nature de leur défaite, ainsi que des conséquences politiques qui en résultent.

Les pouvoirs impérialistes réagissent principalement aux défaites militaires de deux façons :

- (1) – En cherchant des moyens nouveaux et plus pratiques (du moins de l'avis des décideurs politiques) de gagner des guerres afin de détourner l'attention du public de leur défaite, en soutenant le moral de leurs troupes et en rassurant leurs alliés et leurs clients sur la constance de leur capacité à projeter leur pouvoir.
- (2) – En se retirant des champs de bataille, en réduisant

leur profil militaire dans le but de neutraliser l'opposition nationale hostile à l'Empire, réduire leur isolement politique international et réallouer les ressources économiques, politiques et militaires à la défense du système dans son ensemble.

L'Administration Bush a adopté la stratégie des nouvelles guerres – menaces d'invasion, attaques militaires, sanctions économiques et coups d'État (« changement de régimes ») contre la Syrie, l'Iran et le Venezuela, de même que leur guerre en Irak et fait face à une insurrection croissante en Afghanistan.

Alors même que la majorité des citoyens s'oppose à la guerre irakienne des militaristes civils et qu'un nombre croissant de leurs « partenaires de la Coalition » les abandonnent, ces militaristes civils lancent de nouvelles campagnes de propagande médiatique, diabolisant les pays visés et créant des « tensions internationales » dans l'espoir de ressusciter la cohésion domestique et rallier de nouveaux « partenaires de la Coalition » au-delà du monde anglo-saxon.

Pour faire face à d'importantes défaites militaires, les décideurs de la politique impériale ont souvent recours à l'invasion « réussie » de petits pays faibles pour contrer l'anti-militarisme civil. Par exemple, suite à leur défaite au Viêt-Nam, les États-Unis ont envahi les petites îles caribéennes de Grenade, puis Panama. Mettant à profit ces conquêtes, Washington s'est résolu à des campagnes aériennes contre la Yougoslavie, puis contre l'Irak (la Première Guerre du Golfe), donnant naissance à la mystique nationale d'une armée « invincible et juste » disposée à envahir l'Irak. Après trois années de résistance féroce et ininterrompue, plus de 15 000 soldats morts ou blessés, le tout à un coût de plus de 300 milliards de dollars, la mystique s'est évaporée pour laisser la place au désenchantement et à l'opposition.

La deuxième réponse à la défaite militaire consiste à contenir les pertes, atténuer les divisions intérieures et rediriger temporairement l'effort de construction de l'Empire vers d'autres domaines : à savoir des guerres par proxy, des opérations secrètes par des unités spéciales et l'intensification de la concurrence économique pour les parts de marché. Mais cette évolution des opérations militaires de grande envergure vers la guerre de basse intensité et la construction de l'Empire par le marché ne s'est avérée être qu'une pause temporaire entre les guerres impériales.

Suite à la guerre du Viêt-Nam, les États-Unis se sont tournés vers des opérations secrètes en renversant le gouvernement démocratique et socialiste du Chili, en finançant des forces subalternes et mercenaires en Angola, au Mozambique, au Nicaragua, en Afghanistan, imposant avec succès des régimes néolibéraux pour ouvrir de nouveaux marchés et possibilités d'investissements dans les pays du Tiers Monde et les pays de l'ex-URSS.

Dans l'ensemble, les défaites de l'Empire infligées par

les mouvements de libération nationale modifient dans certains cas temporairement la politique, mais n'affectent pas les institutions sous-jacentes et les forces socio-économiques qui mènent aux guerres impérialistes.

Pour faire face à ces défaites, la doctrine des guerres multiples n'est pas encore éprouvée, toutefois il est probable que dans le contexte politique et militaire actuel, les États-Unis exacerbent l'opposition interne, amplifient et intensifient la résistance armée populaire, particulièrement dans le monde musulman, le Moyen-Orient et l'Amérique latine – si toutefois le gouvernement vénézuélien est pris pour cible.

Malheureusement, dans de telles circonstances la politique et les institutions judiciaires internationales ont échoué à appliquer des conventions légales et des lois. Sous la direction de Kofi Annan, les Nations Unies ont aidé et soutenu l'agression américaine contre l'Afghanistan, ont couvert l'occupation américaine de l'Irak en reconnaissant le régime fantoche mis en place par les États-Unis et ont refusé de condamner Washington pour son recours systématique à la torture et à la détention indéfinie de suspects.

La commission d'enquête sur le meurtre de l'homme politique millionnaire libanais, Rafic Hariri, a porté des accusations contre le gouvernement syrien, fondées sur des témoignages douteux et des éléments de preuves que toute cour de justice internationale rejeterait. Le Tribunal international sur la Yougoslavie soutenu par les Nations Unies a refusé de juger les crimes de guerre commis par les forces états-uniennes, britanniques et kosovares, y compris le bombardement massif de villes, l'épuration ethnique contre les Serbes ainsi que l'occupation et la partition du territoire serbe. En un mot, la loi internationale est en quête d'un ordre institutionnel international indépendant vis-à-vis des manipulations et du contrôle de l'Europe et des États-Unis.

3 - Interdépendance économique et encerclement militaire

Le fait d'éviter une guerre ou de la poursuivre implique de prévoir l'émergence éventuelle de conflits et de confrontations militaires. Le signe le plus inquiétant d'un conflit militaire se manifeste par les menaces états-uniennes croissantes à l'encontre des puissances économiques émergentes. Citons l'exemple de la République Populaire de Chine.

Durant les quelques dernières années, mais plus intensément au cours de l'année 2005, Washington s'est lancé dans une campagne de propagande acharnée pour diaboliser la Chine, se fondant largement sur des mensonges et des déformations manifestes. Le déclin relatif des États-Unis devant la croissance accélérée de la Chine a provoqué deux réactions aux États-Unis. D'une part les multinationales états-uniennes ont relocalisé leurs activités manufacturières en Chine, ont augmenté leurs investissements, échanges commerciaux et cherché à acquérir les entreprises potentiellement

lucratives. D'autre part, une coalition des secteurs économiques obsolètes dirigée par de nombreux parlementaires et militaristes civils néo-conservateurs a orchestré une politique domestique protectionniste et agressive, ainsi que l'encerclement de la Chine. Malgré l'« interdépendance » sino états-uniennes croissante - la Chine finance le déficit commercial américain en achetant des milliards de dollars de bons du Trésor et accumule un bénéfice commercial substantiel vis-à-vis des États-Unis - la faction militariste a signé un pacte militaire avec le Japon et l'Inde dirigé contre la Chine, construit des bases militaires en Asie du Sud-Est, poursuit les exercices militaires avec son allié la Mongolie et vend à Taiwan des milliards de dollars d'armes pointées contre les villes chinoises.

Les États-Unis questionnent les dépenses militaires chinoises qui s'élèvent à 30 milliards de dollars, affirmant qu'elles sont trois fois plus élevées, en passant sous silence le fait que les dépenses militaires des États-Unis dépassent les 430 milliards de dollars, soit cinq à quinze fois plus selon l'estimation acceptée. En réponse à l'encerclement états-uniens, la Chine a signé un accord de défense avec la Russie et plusieurs pays de l'ex-URSS.

Il existe manifestement un conflit entre le secteur « militariste » et le secteur économique de l'élite états-uniennes sur la façon d'étendre l'Empire. Les deux secteurs s'activent à la réalisation de leurs objectifs impériaux ; l'un par l'encerclement militaire, l'autre par la pénétration du marché, le premier bloquant la vente de technologies, de compagnies pétrolières et autres prétendus « biens stratégiques ».

Plutôt que d'accepter un pouvoir hégémonique réduit sur l'Asie, où les États-Unis sont en compétition économique avec la Chine, les secteurs militaristes dominants tentent de compenser le déclin économique relatif par une agressivité militaire accentuée.

Autrement dit, l'« interdépendance économique » n'est pas une condition suffisante pour contenir la propension à l'agression militaire états-uniennes envers les puissances économiques émergentes. Les tentatives par les États-Unis de stopper l'émergence de la Chine en tant que puissance régionale se conforment à un plan stratégique mis en place par Paul Wolfowitz en 1992, appelant à mettre en place des politiques militaires, diplomatiques et économiques visant à établir un monde unipolaire. Faute de réévaluation des capacités et limites de l'économie américaine, les projections de croissance de la Chine présagent vraisemblablement de nouveaux appels à la confrontation offensive militaire, soit en encourageant le séparatisme régional (Taiwan, Tibet et provinces musulmanes de l'Est), ou alors en provoquant un conflit territorial maritime ou spatial, en s'engageant dans l'« ingérence humanitaire », ou en promouvant une nouvelle guerre économique autour de l'énergie et des matières premières.

4 – Guerre et nouveau bloc de pouvoir : militarisme civil et sionisme contre la classe dirigeante

traditionnelle

Avec l'élection du président Bush, un nouveau bloc de pouvoir a pris les rennes des principaux pôles de décision de l'État impérialiste. Les militaristes civils ont réduit le rôle des agences de renseignement traditionnelles en faveur de leurs propres « services de renseignement » et de leurs « formations militaires spéciales ». Le département d'État s'est vu éclipsé par des sionistes néo-conservateurs au Conseil de sécurité national, au Pentagone, dans les influents « think tanks » de droite, ainsi qu'au bureau du vice-président parmi d'autres centres de pouvoir.

Les néo conservateurs sionistes et les organisations sionistes les plus importantes au sein de la société civile étaient les principaux architectes et propagandistes de la guerre en Irak. Ils continuent aujourd'hui même, en tant que principaux avocats d'une guerre contre la Syrie et l'Irak. Paul Wolfowitz et Douglas Feith, anciens numéros 2 et 3 du Pentagone, Irving Libby, principal conseiller du vice-président Cheney, Richard Perle, important conseiller du secrétaire à la Défense, Elliot Abrams, membre du Conseil National de Sécurité pour les affaires du Moyen-Orient entretiennent des relations étroites avec le régime au gouvernement en Israël et sont des sionistes fanatiques depuis plusieurs décennies.

Le plan de guerre contre l'Irak qu'ils ont proposé et développé avec le soutien des militaristes civils (Rumsfeld, Cheney, Bush et autres) avait pour objectifs la destruction de tous les adversaires d'Israël au Moyen-Orient et la promotion d'un espace de « co-prospérité » israélo états-unien dans cette région. Toutes les principales organisations sionistes exercent une influence au sein et hors du gouvernement et, sauf rares exceptions, constituent tout bonnement des courroies de transmission automatiques de la politique israélienne. Israël appelle au changement de régime en Syrie et les organisations sionistes mobilisent immédiatement tous leurs clients du Congrès et de l'Exécutif pour faire entendre la voix de leur maître. Israël a appelé à la guerre contre l'Irak parce que le pouvoir en place y soutenait les Palestiniens et s'opposait activement à l'occupation israélienne de la Cisjordanie. Les intellectuels sionistes et les fonctionnaires de l'État, en coopération avec leurs homologues des médias de masse, déversent des centaines de tribunes favorables à une mission militaire états-unienne visant à « démocratiser » le Moyen-Orient.

Les décideurs de la politique impérialiste ne sont pas homogènes et ne partagent pas toujours la même idéologie ni les mêmes priorités. La classe traditionnelle ne refusait pas le recours à la force, la diabolisation des victimes ou l'intervention visant à obtenir des « changements de régime ». Ce qui change dans la configuration contemporaine du pouvoir est :

- la posture hautement militariste défendant des « guerres préventives » permanentes partout dans le monde ;
- la combinaison des intérêts de l'État d'Israël aux intérêts économiques des États-Unis dans la définition de la stratégie impériale états-unienne ;
- l'hostilité à l'égard des secteurs traditionnels de l'État et les tentatives de création de centres de pouvoir parallèles ;
- les mesures visant à remplacer l'ordre constitutionnel par un « nouvel ordre » centré sur l'exécutif et pourvu d'un pouvoir plénipotentiaire pour bloquer, étouffer et prohiber l'opposition politique à ses projets de guerre, à l'État d'Israël

et la division des pouvoirs.

Il en résulte que les sionistes et les militaristes civils ont à faire face à un double front : celui entre la société civile et « leur État » ; celui du conflit intra institutionnel entre les professionnels militaires et la CIA / FBI d'un côté et les sionistes, les militaristes civils qui dirigent la branche exécutive et leurs délégués dans ces institutions.

Les pressions et conflits à l'intérieur comme à l'extérieur de l'appareil d'État et de la société civile pourraient avoir une ou deux conséquences en fonction de celui qui aura la main et de la réaction du bloc de pouvoir sioniste face aux menaces qui pourraient affecter son quasi-monopole au sein du gouvernement.

La défaite des militaristes civils par une opposition populaire associée à des poursuites judiciaires victorieuses contre des membres clés de l'Exécutif pourrait saper la politique militariste et aboutir à un reflux progressif. D'un autre côté, une défaite pourrait conduire les militaristes civils à prendre des mesures désespérées, un « 9/11 » artificiel pour imposer la loi martiale et « unifier le pays » derrière une politique militariste de lutte contre le terrorisme.

En dépit d'un déclin relatif de la puissance des États-Unis, à la fois militaire et économique, résultant principalement de la résistance populaire en Irak et au Venezuela ainsi que la poussée de la puissance chinoise, les menaces de nouvelles guerres n'ont pas diminué. Cela en grande partie parce que nous avons à Washington un régime extrémiste dominé par des militaristes civils « volontaristes », qui croient au primat de la volonté politique sur la réalité et les limites objectives. Cette situation engendre de grandes incertitudes et dangers. Cette menace de nouvelles guerres est malheureusement soutenue par plusieurs dirigeants européens comme Blair, Chirac et Merkel qui ont tous rejoint la chorale sioniste-néoconservatrice de déstabilisation de la Syrie et menace de l'Irak. Il est clair que nous avons besoin d'approfondir nos critiques envers la fabrication de preuves concernant les menaces nucléaires et la diabolisation des États. Il est nécessaire de dépasser les forums sociaux massifs, qui débattent et échangent des idées, afin de former une nouvelle internationale participative dédiée à l'opposition aux guerres impérialistes, aux États coloniaux et à la structure économique qui les soutient.

Sans changements fondamentaux des structures, les droits de l'homme universels protégés par des lois internationales et par la Charte des Nations Unies resteront lettre morte. Nous devons abandonner les hérésies qui affirment qu'il n'existe pas d'alternative aux guerres impérialistes, que nous vivons dans un monde « unipolaire », que le « réalisme » incite à s'accommoder de la cabale militariste de Washington.

Au lieu de cela, nous devrions affirmer ces vérités :

- que des cendres de l'occupation coloniale, les pays du Moyen-Orient forment leur propre destinée ;
- que nous vivons dans un monde multipolaire dont les pôles se situent aux centres de résistance populaire massive ;
- que la survie de notre planète dépend d'un nouveau réalisme fondé sur la liberté, l'autodétermination et comme le dit avec éloquence le président Chavez du Venezuela, sur le socialisme du 21^{ème} siècle.

James Petras Universitaire états-unien enseignant la sociologie à l'Université d'État de New York.

<http://www.voltairenet.org/article131678.html>